

◀ Carte Scolaire 1er degré :

0 poste attribué au Pas-de-Calais! ▶

SUD éducation a toujours dénoncé la politique d'austérité menée depuis plusieurs (dizaines d'années) qui vise à faire des économies sur le service public notamment celui d'éducation, l'argent allant dans d'autres poches que les nôtres... Le plan social XXL de Blanquer [1] pour notre ministère n'en est que la continuité.

Les chiffres !

0 : 0 poste attribué au Pas-de-Calais, !

153 : 153 ouvertures (dont 114 en éducation prioritaire) + 6 ouvertures révisables (qui n'ouvriront que si les effectifs réels en septembre 2019 égalent ceux prévus. Les postes n'apparaîtront pas au mouvement)

195 : 195 fermetures (dont 39 fermetures en éducation prioritaire et 51 suppressions des « plus de maîtres que de classes », soit la totalité de ce qu'il restait de ce dispositif !) + 14 fermetures révisables (qui ne seront abandonnées que si les effectifs remontent au dessus des seuils fixés par la hiérarchie. Les postes sont fermés et retirés au mouvement).

Le secteur littoral entre Boulogne et Calais est particulièrement touché par les fermetures : environ la moitié des fermetures se situent sur ce secteur.

Une dotation de 0 poste alors qu'il y a 111 classes CE1 à dédoubler en REP ! Où va-t-on trouver des postes ?

- fin du dispositif « plus de maîtres que de classes » sans que le bilan en ait été fait. C'est la réformite sauce MEN : semaine de 4 jours puis retour à la semaine de 4 jours par « référendums locaux », dispositif PDMQDC mis en place puis retiré... sans aucune logique, sauf celle des effets d'annonce et des « économies »

- renvoi de moult-e-s remplaçant-e-s sur des postes de classe

- recours à un vivier de précaires pour assurer les remplacements



Une politique de plus en plus lisible

Blanquer et Macron mettent à mal l'école publique, d'une façon encore plus systématique que leurs prédécesseurs :

- en faisant imposer dans des circonscriptions une méthode de lecture abrutissante issue du cerveau dérangé de scientifiques raéliens : la méthode : Agir pour l'école

- en continuant de développer le numérique, dont on connaît les effets néfastes [2], à l'école

- en rognant sur les postes pour appliquer les CP et CE1 à 12 (ou un peu plus) en REP et en REP+

- en désorientant des élèves dont une partie sont déjà en difficulté : maternelle à 25-30 élèves par classe, CP/CE1 à 12, CE2/CM1/CM2 à 25 ou plus, avec niveaux multiples en REP

Que veulent-ils ? Faire des économies mais pas seulement. Avoir 2 écoles à 2 vitesses et développer l'enseignement privé, délester l'état- de fonctionnaires : la précarisation permet non seulement de payer moins cher pour le même travail et les précaires sont plus dociles, puisque non protégés par un statut... et que l'école publique assure son véritable rôle social : celui de former des travailleurs ou des non travailleurs. Les besoins actuels du patronat en main d'oeuvre ont changé : il la veut malléable à souhait et avec un minimum de connaissance. Quant aux « privés d'emploi »-comme si le travail était une bénédiction!- il en faut, encore moins instruits que les autres : ils pourraient connaître leurs droits, notamment en terme d'aide sociale... et ça ferait tache!

[1] : <http://www.sudeduc62.lautre.net/spip.php?article135>

[2] : <http://www.sudeducation91.org/?p=955#more-955>